



Tchéchénie

La revanche de la Russie

François Jean

Publié dans la revue Esprit en février 2000

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

*CET ARTICLE A ETE PUBLIE DANS LA REVUE « ESPRIT » EN
FEVRIER 2000.*

TCHETCHENIE : LA REVANCHE DE LA RUSSIE

François Jean*

François Jean nous a quittés le 25 décembre 1999. Chercheur à la Fondation Médecins Sans Frontières, il avait publié de nombreux articles et ouvrages dont plusieurs dans la revue Esprit . Reconnu pour la justesse et la rigueur de sa pensée, François avait préféré mettre son talent au service des missions de Médecins Sans Frontières plutôt que suivre des voies plus académiques.

Il s'était passionné, entre autres, pour l'Afghanistan, le Caucase, la Corée du Nord, et analysait sans concession l'évolution de l'action humanitaire. Sa mort est une perte douloureuse pour ses amis et l'on cherchera désormais en vain son conseil, toujours mesuré, son éclairage au contraire passionné et engagé, incomparables. Il venait juste d'achever ce dernier article.

Le répit n'aura pas duré. Après trois ans d'un calme précaire, la Tchétchénie est rattrapée par la guerre. Les accords de Khassavyourt, qui, le 31 août 1996, avaient mis fin à près de deux ans de conflit, n'auront constitué qu'une brève parenthèse dans la confrontation entre Russes et Tchétchènes. Il n'aura pas fallu longtemps pour que les débordements autorisés par l'anarchie qui règne à Grozny entrent en résonance avec les manoeuvres cyniques de l'oligarchie qui règne au Kremlin et remettent la Tchétchénie sur une trajectoire de confrontation avec la Russie. Comme par une espèce de fatalité, ce pays, marqué par deux siècles de résistance à la colonisation russe et récemment dévasté par le conflit qui, de décembre 1994 à août 1996, a transformé la République indépendantiste en champ de ruines, est à nouveau la cible de bombardements massifs et indiscriminés qui font des milliers de victimes civiles et jettent sur les routes de l'exode des cohortes de réfugiés.

** Publiciste. François Jean s'était rendu à plusieurs reprises en Tchétchénie au cours de la première guerre. Il est l'auteur, entre autres publications, de « Corée du Nord, un régime de famine », Esprit, février 1999 , « Le fantôme des réfugiés », Esprit, décembre 1992 et de « Tchétchénie : guerre totale et complaisance occidentale », Relations internationales et stratégiques, n°23, automne 96. Il a coordonné :« Populations en danger » Hachette-Pluriel 1992 , (éditions anglaise, espagnole, italienne, grecque) ; «Face aux crises» Hachette-Pluriel 1993, (éditions anglaise, espagnole, italienne, allemande, neerlandaise et japonaise)

« Populations en danger » La Découverte 1995 édition s anglaise, espagnole, italienne, allemande et australienne et «Economie des guerres civiles» en collaboration avec Jean -ChristopheRufin, Hachette-Pluriel, 1996 ; (édition allemande : Hamburger Edition, 1999).

Sinistre impression de déjà vu, où s'entremêlent les images de la dernière guerre et celles, beaucoup plus rares, du conflit actuel. Celle d'un Boris Elstine pathétiquement absent au moment d'engager la Russie dans un conflit meurtrier. Celle de dirigeants pleins de morgue, hier prédisant à Grozny « le destin de Carthage » et aujourd'hui promettant de « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». Celle, enfin, d'un pouvoir déliquéscent, vivant d'expédients et qui a choisi la guerre pour préserver sa fortune. Plus encore qu'en 1994, cette guerre totale, menée sur ce que Moscou considère comme le territoire de la Fédération de Russie, est une guerre électorale lancée par un régime discrédité, miné par les intrigues et qui cherche à se perpétuer à l'approche des élections présidentielles. Il vaudrait mieux en rire mais c'est à pleurer. Car la société russe soutient sans états d'âme cette politique de force qui vient opportunément étouffer les scandales et escamoter le débat politique à l'heure de la succession de Boris Elstine. C'est ainsi qu'un colonel du KGB, nommé Premier Ministre pour protéger les intérêts de la « famille », est devenu en quelques semaines, en associant son nom à la guerre, le candidat favori des présidentielles de juin 2000.

A trois ans d'intervalle, l'histoire semble begayer. Ce serait une farce si ce n'était un désastre, pour la Tchétchénie, bien sûr, mais aussi pour la Russie et le Caucase. Car cette nouvelle guerre sera plus cruelle encore que celle qui l'a précédée et qui avait littéralement décimé la population de la République. Plus absurde aussi car aucun des objectifs confusément annoncés par des dirigeants irresponsables - « liquidation des terroristes » ou « libération de la Tchétchénie » - n'est susceptible d'être atteint, sauf à envisager l'élimination de toute la population. Plus inquiétante enfin car elle jette une lumière particulièrement crue sur l'état du système politique et de la société russe et risque d'entraîner tout le Caucase dans la violence.

Trois ans de répit

Le 31 août 1996, les accords de Khassavyourt, signés par Alexandre Lebed et Aslan Maskhadov au lendemain de la défaite russe à Grozny, avaient permis de rompre avec la logique de guerre et ouvert la voie à un règlement politique du conflit. Ces accords, volontairement ambigus, donnaient cinq ans aux deux belligérants pour surmonter les séquelles du conflit et définir la nature des relations entre la Tchétchénie et la Russie. Il s'ensuivit un processus de négociation qui laissa un temps espérer que Russes et Tchétchènes pourraient enfin sortir du cycle vertigineux de résistance et d'oppression dans lequel deux siècles de confrontation les avaient enfermés. Le 31 décembre 1996, les dernières unités russes quittaient le territoire de la Tchétchénie, à l'issue d'un processus difficile mais relativement maîtrisé de retrait négocié. Un mois plus tard, le 27 janvier 1997, Aslan Maskhadov était élu Président de la République tchétchène d'Ichkérie¹, lors d'un scrutin reconnu comme régulier, tant par l'Organisation la Coopération et la Sécurité en Europe (OSCE) que par les dirigeants de la Fédération de Russie. Enfin, le 12 mai 1997, un accord de paix était signé au Kremlin par Boris Elstine et Aslan Maskhadov. Cet accord, dans lequel les deux parties « guidées par la volonté de mettre fin à des siècles de confrontation »

s'engageaient à « abandonner pour toujours l'usage de la force et la menace d'user de la force dans toutes les questions litigieuses (et à) maintenir des relations en accord avec les principes généralement reconnus et les normes du droit international », semblait ouvrir la voie à des relations apaisées et aux négociations tant attendues sur le futur statut de la Tchétchénie.

Des négociations avortées

Mais les discussions se sont rapidement enlisées. Et le malentendu s'est peu à peu amplifié entre des Tchétchènes convaincus que leur victoire militaire valait indépendance politique et des Russes s'obstinant à considérer la Tchétchénie comme appartenant à la Fédération de Russie. Le fait que personne n'ait été chargé des relations avec la Tchétchénie dans le nouveau gouvernement formé sous l'égide de Sergueï Kirienko témoignait, dès mars 1998, de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations, avant même d'avoir réellement débuté...

En matière économique également, les discussions engagées sur la reconstruction du pays, sur les enjeux pétroliers ou sur les problèmes douaniers n'ont donné que de maigres résultats. Un accord temporaire a certes été trouvé dans le domaine pétrolier, si bien qu'après la remise en état du pipe-line acheminant le brut de la Caspienne vers le port de Novorossirsk, Grozny s'était assuré, jusqu'au début de 1999, des droits de transit non négligeables. Mais le Kremlin n'a jamais honoré l'engagement, pris lors de la signature de l'accord de paix, de contribuer à la reconstruction du pays ou même d'assurer le versement des retraites impayées, sans parler des réparations pour dommages de guerre demandées par les Tchétchènes. Cette situation témoigne bien sûr du délabrement des finances de la Russie, mais elle reflète aussi le manque de vision à long terme du Kremlin face à une région en pleine fermentation où il n'investit plus que dans la guerre. A moins que certains cercles au pouvoir à Moscou aient joué le pourrissement de la situation et la déstabilisation de la Tchétchénie comme pourrait le laisser penser le blocus de fait imposé à la République...

Toujours est-il que l'échec des négociations a considérablement affaibli la position d'Aslan Maskhadov, désireux de trouver un modus vivendi avec Moscou, face à Chamil Bassaev et aux partisans d'une posture hostile à l'égard de la Russie. Lors des élections présidentielles, le Kremlin n'avait pourtant pas caché ses préférences pour le candidat Maskhadov, au point de jeter une ombre sur sa légitimité en le présentant avec une insistance remarquée comme l'interlocuteur idéal... En définitive, avec beaucoup de maturité, les Tchétchènes avaient choisi de porter au pouvoir le chef d'état-major victorieux mais aussi, et surtout, le négociateur qui avait su mettre fin au conflit en signant les accords de Khassavyourt. L'élection d'Aslan Maskhadov témoignait des aspirations d'une population lasse de la guerre, attendant de son président qu'il normalise les relations avec la Russie, obtienne une reconnaissance internationale de la République ainsi que les moyens de reconstruire le pays et de relancer l'économie. Le moins que l'on puisse dire est que Moscou ne lui a pas facilité la tâche, le laissant sans

résultats ni marge de manoeuvre, face aux surenchères des va-t-en-guerre, dans une Tchétchénie en pleine ébullition.

La montée de la criminalité

Quoiqu'il en soit des relations entre la Tchétchénie et la Russie et même de l'impasse dans laquelle se trouve ce pays détruit et isolé du monde, survivant dans les ruines d'une économie réduite au business, la désillusion de la population tient beaucoup à l'incapacité des autorités à rétablir un minimum d'ordre public. Le principal problème auquel ont été confrontés les responsables tchétchènes au cours de cette brève entre-deux guerres est, en effet, la montée de la criminalité qui s'est notamment traduite par une multiplication des enlèvements contre rançon. Les prises d'otage ne sont certes pas un phénomène nouveau dans la région ; les écrits du siècle dernier témoignent éloquentement de l'ancienneté de ces pratiques. Mais la dernière guerre et les bouleversements qu'elle a provoqué les ont incontestablement revitalisées.

Les arrestations massives d'hommes suspects, par l'armée et les forces du Ministère de l'intérieur, ont donné lieu à de multiples transactions avec des familles désireuses de libérer les leurs ou de récupérer leurs corps. C'est ainsi que se sont multipliés les rachats de prisonniers, prélude à des enlèvements destinés à servir de monnaie d'échange. Le conflit terminé, les prises d'otage se sont généralisées, à l'encontre des Tchétchènes mais aussi des étrangers. Dans un premier temps, à l'hiver 1996-97, les enlèvements ont surtout visé des journalistes, russes et occidentaux, avant de toucher des membres d'organisations humanitaires et de gagner, de proche en proche, toutes les Républiques du Caucase du Nord. Le phénomène a rapidement pris une ampleur telle qu'il s'est traduit par le retrait progressif de tous les acteurs internationaux encore présents dans la région.

Si ces prises d'otage renvoient essentiellement à des logiques criminelles, elles ne sont pourtant pas exemptes de dimension politique. Le calendrier des enlèvements et des libérations - qui a souvent coïncidé avec des échéances politiques -, le profil des personnalités impliquées - notamment dans les négociations -, etc. attestent de l'instrumentalisation politique, ne serait-ce qu'à posteriori, de ces affaires. Pour autant, il faut se garder des rationalisations abusives - selon le principe « à qui profite le crime » - et éviter de se laisser égarer par les théories du complot, fort en vogue dans la région, même si - et c'est fâcheux pour la Russie comme pour la Tchétchénie - lesdites théories sont, précisément au Caucase « ex-soviétique », difficiles à écarter.

Reste que la montée de la criminalité dans la République indépendantiste a constitué un terrain propice à toutes les manipulations à l'heure où Moscou cherchait à discréditer et à isoler la Tchétchénie. Les prises d'otage ont fait coïncider la réalité de la Tchétchénie au préjugés ancrés en Russie et au discours tenu par Moscou à l'intention des occidentaux : elles ont accrédité, a posteriori, l'idée d'un peuple de « bandits », relancée par Boris Elstine à

l'occasion du précédent conflit et justifié, a priori, la lutte contre les « terroristes » décrétée par Vladimir Poutine aujourd'hui. Entre-temps, c'est à dire entre l'assassinat de six membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), en décembre 1996, et la décapitation de quatre techniciens anglo-saxons, venus installer un centre de télécommunication à Grozny, en décembre 1998, l'épidémie de kidnappings a rétabli le huis clos autour de la République indépendantiste et a de nouveau enfermé les Tchétchènes, un moment découverts par l'opinion internationale, dans un face à face mortel avec Moscou.

Un Etat introuvable

Conscientes des conséquences désastreuses de ces pratiques, à l'heure où l'enjeu était, précisément, la reconnaissance internationale de la République et l'obtention d'une aide économique indispensable à la reconstruction du pays, les autorités tchétchènes se sont cependant révélées impuissantes à endiguer la montée de la criminalité. Cette incapacité à mettre un terme aux enlèvements est en partie liée à la puissance des groupes impliqués, groupes bien organisés, intégrant différentes nationalités, disposant d'appuis jusque dans des cercles influents à Moscou et de moyens financiers considérables, à la hauteur des rançons versées. Mais elle renvoie aussi aux spécificités de la société tchétchène et reflète les aléas de la construction étatique en Tchétchénie.

L'attachement des Tchétchènes à l'idée de liberté, à leurs traditions égalitaires, à leur « démocratie patriarcale » est depuis longtemps attesté et forme un contraste frappant avec l'organisation sociale de leurs voisins - Kabardes ou Tcherkesses - dont les sociétés nobiliaires et aristocratiques furent plus aisément soumises par la Russie, notamment à travers des mécanismes de cooptation des élites. Dans cette société sans tradition étatique et rebelle à toute autorité, l'Etat ne jouit a priori d'aucune légitimité, ne serait-ce que parce qu'il a toujours été synonyme de domination coloniale ou d'oppression totalitaire. Du fait de leurs traditions et d'une histoire tragique, les tchétchènes ne se sentent aucune obligation envers quelque autorité - Etat ou pouvoir - que ce soit. Mais ce sentiment égalitaire et cet amour de la liberté, qui ont fait leur force dans leur résistance à l'expansionnisme russe, posent aujourd'hui problème dans la difficile édification d'un Etat indépendant.

L'une des questions à laquelle les autorités ont été confrontées dans leur lutte contre la criminalité a été celle du vide juridique. L'Union soviétique a légué à la Tchétchénie un système de lois resté en vigueur depuis la déclaration d'indépendance, le 1er novembre 1991, mais largement discrédité comme héritage du joug impérial et totalitaire. Aussi la Charia s'est elle progressivement imposée, moins en raison d'une hypothétique adhésion de la société tchétchène à un ordre islamique, que parce qu'en l'attente d'un nouveau code pénal, elle constitue le seul système de normes considéré comme légitime par une société à peine sortie du système soviétique. Pour autant, et c'est une constante dans l'histoire tchétchène, les

normes de la Charia peinent à s'imposer face aux coutumes traditionnelles, les Adats. Ainsi, lorsqu'à l'été 1997, le Président Maskhadov - comptant sans doute sur un hypothétique effet d'exemplarité - décida de procéder à l'exécution publique des personnes condamnées par des cours chariatiques à la peine capitale pour des crimes particulièrement odieux, les bourreaux restèrent masqués tandis que les membres des familles offensées participaient à l'exécution à visage découvert. De même, Aslan Maskhadov est intervenu à plusieurs reprises à la télévision pour insister sur le fait que les membres des forces de l'ordre, intervenant dans le cadre d'opérations contre des groupes criminels, ne devaient en aucun cas être l'objet de représailles si ces opérations entraînaient mort d'homme. Ces exemples montrent bien que la vengeance traditionnelle est la seule forme de violence reconnue comme légitime dans une société rebelle à toute autorité.

D'où la difficulté de la lutte contre la criminalité dans une société où l'Etat n'a aucune légitimité, où il n'a pas le monopole de la violence légitime et où toute action de force risque de déclencher le cycle de la vengeance. Par delà la faiblesse des autorités face à des groupes criminels puissants, c'est bien la crainte, très présente à l'esprit des responsables tchéchènes, que des actions coercitives ne dégénèrent en représailles, voire en guerre civile, qui bride les possibilités de lutte contre la criminalité.

L'implantation des « wahhabites »

C'est ainsi que, depuis trois ans, la Tchétchénie vit dans les limbes tourmentés d'une indépendance de fait et dans une anarchie certes ordonnée par les règles traditionnelles mais toujours susceptible de dégénérer en affrontements fratricides... L'Etat n'ayant pu asseoir sa légitimité et Maskhadov son autorité, le pays est devenu le terrain d'action de groupes puissants - criminels ou fondamentalistes - qui opèrent en toute impunité. L'implantation de groupes fondamentalistes, qualifiés de « wahhabites » est tout à fait inattendue compte tenu des particularités de l'islam en Tchétchénie. Car ce fondamentalisme, qui aujourd'hui diffuse un peu partout dans le monde musulman à travers des réseaux internationaux disposant de vastes ressources financières, est porteur d'une conception rigoriste de l'islam, hostile à toutes les formes de religion populaire et particulièrement au soufisme dominant au Caucase du Nord. L'islam en Tchétchénie a en effet été porté par des confréries soufies, la Naqchbandiya et la Qadiriya qui, lors des guerres du siècle dernier, se sont identifiées à la résistance nationale et sont devenues, durant la répression stalinienne et la déportation, un élément central de la société tchéchène².

Malgré cet antagonisme, le wahhabisme a réussi à s'implanter à la faveur de la dernière guerre qui a profondément bouleversé la société et a été un puissant facteur de radicalisation des esprits. Bien qu'il reste marginal, il a cependant consolidé son influence en offrant un cadre de socialisation à des jeunes déboussolés dans un pays dévasté. La progression du fondamentalisme n'a cependant pas été sans susciter de réactions : le conflit terminé, les wahhabites ont été expulsés de nombreuses localités, parfois à

l'issue de combats comme à Goudermes à l'été 1998, et se sont repliés sur leurs bases d'où ils continuent toutefois d'exercer une influence à la mesure de leurs moyens financiers dans un pays en constante paupérisation. Dans un contexte marqué par le blocus imposé par Moscou et par le retrait des rares organisations humanitaires susceptibles d'apporter une aide, les réseaux fondamentalistes ont bientôt constitué la seule source de financement extérieur existant en Tchétchénie.

Par ailleurs, même si leur rayonnement est limité dans la société tchétchène, les groupes wahhabites n'en gardent pas moins un fort potentiel de déstabilisation, comme en témoigne leur intervention armée dans la République voisine du Daghestan. Au début du mois d'août, et de nouveau en septembre 1999, Chamil Bassaïev et Khattab, un wahhabite d'origine saoudienne ayant combattu en Tchétchénie lors du dernier conflit, ont franchi, avec plusieurs centaines de combattants, la frontière du Daghestan pour se porter au secours d'un groupe islamiste dans la région de Botlikh et de Tsoumada. Cette incursion de militants wahhabites et de combattants désœuvrés, soutenus par des sponsors moyen-orientaux et encouragés par certains oligarques moscovites, se heurtera à une vigoureuse réaction des forces fédérales. Cette aventure militaire où se sont imprudemment lancés - ou se sont laissés attirer - les jusqu'au-boutistes tchétchènes servira, avec les attentats meurtriers perpétrés en Russie en août-septembre 1999, de déclencheur - ou de prétexte - à la nouvelle guerre contre la Tchétchénie.

La revanche russe

Le 1^{er} octobre 1999, après trois semaines de bombardements intenses sur les villages proches de la frontière daghestanaise, l'armée russe passait à l'offensive et pénétrait sur le territoire tchétchène. Tandis que le premier ministre russe, Vladimir Poutine, déniait toute légitimité à Aslan Maskhadov, les forces fédérales entreprenaient de créer une « zone de sécurité » en occupant les districts de Naourskaïa et Chelkovskaïa, situés au nord du fleuve Terek et traditionnellement considérés comme les moins hostiles à l'égard de la Russie. Mais, après avoir semblé vouloir se limiter à l'établissement d'une « cordon sanitaire » et au bombardement des « bases terroristes », l'armée russe, deux semaines plus tard, franchissait le Terek, annonçait sa volonté de « détruire les bandes armées sur tout le territoire » et commençait sa progression vers Grozny.

Dans le même temps, Vladimir Poutine franchissait le Rubicon et énonçait un nouveau but de guerre : la « reconquête de la Tchétchénie ». Ce glissement, en forme de fuite en avant, reflète l'irrationalité du processus de décision au Kremlin et entraîne la Russie dans un engrenage dont nul ne sait jusqu'où il la mènera. Aujourd'hui, comme en 1994, le sort de la Tchétchénie est suspendu aux décisions d'un pouvoir irresponsable, ne connaissant que le langage de la force et incapable de proposer une relation équilibrée entre Moscou et les différentes composantes de l'ex-empire soviétique. A la différence, toutefois, que la société russe, hier hostile à la « guerre du Kremlin », plébiscite l'intransigeance de Vladimir Poutine dans

une épaisse atmosphère de chasse aux « culs noirs » caucasiens à Moscou et de règlement de compte militaire en Tchétchénie. Ce vaste sursaut patriotique, aux relents racistes et xénophobes, que même les hommes politiques qualifiés de « libéraux » par les occidentaux ne se risquent pas à questionner, est alimenté par des medias contrôlés par le pouvoir. La presse russe, qui, lors de la dernière guerre, présentait un large éventail de points de vue, répercute aujourd'hui les communiqués de l'armée.

La population, qui manque de repères critiques après soixante-dix ans de mensonge officiel, n'est pourtant pas dupe mais la guerre sert d'exutoire aux frustrations accumulées au cours des dernières années. Car la propagande, omniprésente, ne suffit pas à expliquer l'intoxication des citoyens russes par le discours de la guerre. Si les Tchétchènes sont devenus des boucs émissaires, c'est parce qu'ils catalysent la hargne accumulée par une population exaspérée par la faiblesse de l'Etat et humiliée par la disparition de la puissance soviétique. Le Caucase est trop important dans l'histoire de la Russie pour qu'il en soit autrement : les Tchétchènes, éternels rebelles, font partie de la légende de l'empire et la Russie se doit de les écraser pour continuer d'exister. Car la Russie ne s'est jamais définie comme un Etat-nation mais toujours comme un empire, despotique ou totalitaire. L'idée d'empire reste agissante et, en attendant, un hypothétique avènement de la démocratie, Moscou n'a de cesse de montrer aux nations et nationalités de l'ex-empire soviétique qu'elle n'a rien perdu de sa capacité d'oppression. La question de l'identité de la Russie est aussi aiguë que celle de l'Etat en Tchétchénie. Tant que ces questions ne seront pas résolues, l'empire, ennemi de la liberté, formera avec le Tchétchène, fanatique de la liberté, un couple soudé par un étrange mélange de fascination et de crainte et tragiquement condamné à l'affrontement.

Même si la majorité des Russes admettent que la Tchétchénie n'est pas la Russie, ils perçoivent l'indépendance tchétchène comme une violation de l'intégrité territoriale russe. C'est ainsi que la Russie s'est mise à défendre ses frontières à l'intérieur de son propre territoire, dans ce que Georges Charachidzé appelle une « guerre d'indépendance à l'envers »³. Huit ans après la déclaration d'indépendance tchétchène et, en dépit d'une première guerre désastreuse ou, plutôt, en raison d'une défaite humiliante, Moscou s'acharne à reconquérir son ancienne colonie. L'absurdité d'une telle entreprise et l'incapacité du Kremlin à formuler des objectifs crédibles augurent mal de son aptitude à sortir de la crise. Reste la rage d'en finir : Moscou est prêt à libérer le territoire tchétchène en se débarrassant des Tchétchènes.

Dans ce contexte, le rôle de l'armée est plus clair qu'il ne l'était en décembre 1994, lorsqu'elle fut envoyée « rétablir l'ordre constitutionnel » en Tchétchénie et s'était trouvée, dès les premiers jours, confrontée à des manifestations de civils. Impliquée, à son corps défendant, dans une campagne de répression, l'armée avait alors dû improviser et l'avait fait dans les pires conditions en termes de préparation, de coordination et de moral. Aujourd'hui, les généraux ne semblent plus avoir d'états d'âme à l'idée

d'intervenir avec des moyens militaires sur ce qu'ils considèrent être le territoire de la Fédération de Russie. Le temps n'est plus où les responsables militaires, tel le général Gromov, exprimaient leur désaccord, voire démissionnaient. Aujourd'hui, les généraux en charge des opérations militaires comme Kvachnine, Chamanov ou Poulikovski sont tous des vétérans de la précédente campagne et tous sont avides de revanche après l'humiliation de la défaite de 1996.

Nous sommes loin des ambiguïtés de l'« opération de simple police » de l'hiver 1994, la guerre est désormais pleinement assumée par des responsables qui la veulent totale et définitive. La Tchétchénie est clairement considérée comme un pays ennemi, un territoire à conquérir et est traitée comme telle : le gaz et l'électricité ont par exemple été coupés, ce qui ne s'était pas produit lors du dernier conflit. De même, la question de l'usage de la force a été d'emblée résolue. L'armée, au cours du dernier conflit, a pris l'habitude de tirer sur des civils et, dans un contexte ouvertement raciste, semble décidée à en finir avec les rebelles. Massées, tout au long de l'été, autour de la République indépendantiste, les forces fédérales comptent plus de cent mille hommes et, depuis le début des bombardements sur la Tchétchénie, le 5 septembre 1999, font un usage massif de tous les moyens à leur disposition : aviation, artillerie lourde et même missiles sol-sol peu utilisés il y a trois ans. De plus, elles n'excluent pas l'emploi de nouvelles armes de destruction massive, pudiquement évoquées comme « non-orthodoxes » par des responsables militaires.

Une guerre totale

Cette nouvelle guerre s'annonce plus meurtrière encore que le conflit précédent, qui avait pourtant fait près de cent mille morts - soit un dixième de la population de la République - dont des milliers de soldats russes. Car les généraux russes, soucieux, une fois n'est pas coutume, de limiter les pertes dans leurs rangs pour éviter un revirement de l'opinion publique ont d'emblée mis en oeuvre une stratégie à laquelle ils n'avaient eu recours massivement qu'après l'échec sanglant de leur premier assaut sur Grozny, au nouvel an 1995 : pour éviter les combats rapprochés, les troupes russes s'ingénient à écraser, sans considération pour le sort des civils, toutes les poches de résistance sous un véritable déluge de feu et progressent prudemment en occupant des villes préalablement transformées en champs de ruines par l'artillerie et l'aviation. Aujourd'hui, cette « doctrine stratégique », toute de brutalité aveugle, est mise en oeuvre de façon méthodique et systématique et prend l'allure d'une guerre de destruction contre la population. Paradoxalement, le souci d'épargner la vie des soldats se traduit par un massacre à grande échelle dans la population civile.

Dès les premiers jours du conflit, les bombardements massifs et indiscriminés ont jeté sur les routes des centaines de milliers de civils dont cent cinquante mille ont pu trouver refuge dans la République voisine d'Ingouchie, avant que, le 23 octobre, la frontière soit complètement contrôlée par l'armée. Depuis, l'exode s'est réduit à un mince filet : le

passage de la frontière ne se fait plus qu'au compte goutte, après des jours d'attente, et se monnaie souvent au prix fort. Mais les hommes de quinze à soixante ans, a priori suspects de « terrorisme », hésitent à se présenter au poste frontière. Dès lors, la majorité de la population a reflué vers les montagnes du sud du pays, en une fuite éperdue pour tenter d'échapper au rouleau compresseur russe. Mais les montagnes sont devenues un cul de sac pilonné sans relâche par les avions et les hélicoptères, qui s'acharnent particulièrement sur la dernière issue, la piste qui franchit la chaîne du Caucase en direction de la Géorgie. Il n'y a pas de sanctuaire : la Tchétchénie est devenue une nasse où tournent sans fin près d'un demi million de déplacés qui tentent désespérément d'échapper aux bombardements.

Dans ce véritable jeu de massacre, le souci, parfois affiché par les dirigeants russes, pour le sort de la population n'est qu'un leurre visant à accréditer la possibilité d'une fuite pour les civils et à justifier par avance un redoublement de violence contre des villes censées désertées par leurs habitants. A nouveau, comme lors de la dernière guerre, les trêves annoncées pour permettre à la population de quitter les villes bombardées sont systématiquement démenties par les faits. De même, les « corridors humanitaires », parfois ouverts par les militaires, ne le sont souvent que moyennant finances, sans aucune garantie de sécurité et toujours au risque d'une arrestation pour les hommes en âge de porter une arme⁴. Il n'y a pas de porte de sortie pour les Tchétchènes et pas de limites pour les Russes qui semblent décidés à en finir une fois pour toutes avec les « terroristes ».

La situation est d'autant plus grave que journalistes et membres d'organisations humanitaires sont empêchés de se rendre en Tchétchénie. A la crainte, encore très présente, des enlèvements, qui est aujourd'hui encore le meilleur garant du huis clos imposé par les forces fédérales, s'ajoutent des blocages politiques manifestes qui interdisent tout accès à la République en dehors des rares visites guidées organisées par l'armée dans les « zones libérées ». Même l'aide aux réfugiés est entravée par l'infinie variété des problèmes « administratifs » qui empêchent toute action de secours indépendante en Ingouchie. En l'absence de présence internationale, il n'y a pas de garde-fou et il y a tout lieu de craindre que ces représailles collectives contre toute une population tournent à l'extermination d'un peuple.

Pour autant, cette guerre sans merci risque de se révéler sans issue. Quelque soient les objectifs du conflit les moyens utilisés garantissent qu'ils ne pourront être atteints, sauf à envisager l'élimination des Tchétchènes.

L'impasse militaire

En engageant la Russie dans une nouvelle guerre contre les Tchétchènes, des dirigeants irresponsables ont fait preuve d'une incroyable méconnaissance de l'histoire. La mémoire de deux siècles de confrontation et, surtout, de la terreur stalinienne, reste en effet très vive en Tchétchénie : tous les Tchétchènes de plus de cinquante ans ont vécu la déportation et

tous ceux qui se trouvent aujourd'hui confrontés à la brutalité des « méthodes de pacification » russes, sont, à tort ou à raison, convaincus que leur survie est en jeu. Dans le décor de dévastation légué par la dernière guerre, nul ne doute en effet que l'objectif de la Russie est d'éliminer les Tchétchènes. Et les rodomontades des petits maîtres du Kremlin, qui vont promettant la « liquidation totale » des terroristes, entrent en résonance avec la mémoire de ce peuple, tout entier stigmatisé comme « bandit » ou comme « terroriste », et qui, de par son histoire, prend au pied de la lettre ce mot de « liquidation », de sinistre mémoire dans tous les pays anciennement soviétiques. Les bombardements aveugles, qui à nouveau dévastent la République, lui redonnent une terrible actualité et risquent de provoquer une réaction tout à fait opposée à celle escomptée en achevant de convaincre les Tchétchènes que l'on veut les exterminer. Aujourd'hui, comme au siècle dernier, les exactions des forces fédérales vont acculer tout un peuple dans une lutte sans merci pour sa survie.

L'histoire de deux siècles de confrontation montre, en effet, que la politique de terreur employée par les troupes russes de 1825 à 1859, lors de la première « guerre du Caucase », par l'armée rouge en 1920-21, lors de la guerre civile, et par les forces fédérales en 1994-96 s'est toujours révélée contre-productive⁵. Au XIXe siècle, la cruauté du Général Ermolov, fondée sur le présupposé que les Tchétchènes ne comprenaient que le langage de la force, ne fit qu'exacerber la résistance : les expéditions punitives, les destructions de villages et les massacres à grande échelle poussèrent les montagnards dans les bras de l'Imam Chamil qui les unira dans une guerre de trente ans contre la Russie.

De même, à l'hiver 1995, les bombardements massifs et indiscriminés auront pour premier effet de raviver un patriotisme tchétchène sérieusement entamé par les errements du régime de Doudaev et de renforcer la légitimité des partisans de l'indépendance. Confrontés à une population hostile, les généraux russes ont compensé par des bombardements intensifs - aux effets politiques désastreux - les hésitations de leur immense armada de chars face à la résistance de poignées de combattants déterminés. Par la suite, les destructions de villages et les « opérations de nettoyage » conduiront un nombre toujours croissant de Tchétchènes à prendre les armes et à rejoindre la résistance. Car les villes rasées ont ensuite été nettoyées par les méthodes classiques de l'arbitraire policier (arrestations, tortures, exécutions arbitraires...) et les pratiques moins classiques d'une armée d'occupation saisie par la peur et l'indiscipline (tirs indiscriminés, racket, pillage...). Mais le piège s'est toujours refermé sur des civils pour des victoires sans lendemain où toujours grossissait le nombre des combattants. Loin de terroriser la population, les exactions des forces fédérales ont, au contraire, eu pour effet de renforcer sa détermination. Tandis que l'hostilité de la population se transformait, sous l'effet des bombardements et de la répression, en soulèvement populaire, les combattants massivement soutenus par la population reprenaient l'initiative.

Aujourd'hui, la brutalité des forces fédérales risque à nouveau de renforcer l'unité et la combativité des Tchétchènes, caractéristiques des périodes difficiles. Ce phénomène est perceptible dès le début du conflit : le premier effet de l'intervention des forces fédérales fut d'amener les responsables Tchétchènes à resserrer les rangs. C'est ainsi que, malgré l'hostilité d'Aslan Maskhadov à l'égard des groupes impliqués dans l'aventure daghestanaise, l'une de ses premières décisions fut de confier à Chamil Bassaev la responsabilité du front oriental. De même, la population, aujourd'hui assommée par la violence des bombardements et concentrée sur sa survie est progressivement entraînée dans la guerre. Malgré la désillusion générée par trois années de marasme économique et d'indépendance chaotique et en dépit de son immense lassitude de la guerre, la population tchétchène risque de se remobiliser contre l'agresseur, ne serait-ce que parce qu'elle n'aura sans doute pas d'autre choix. Beaucoup dépendra des troupes qui occuperont les villes et de leur attitude vis à vis des civils.

Le piège de l'occupation

Durant les trois premiers mois du conflit, les généraux russes ont su tirer les enseignements de la dernière guerre : ils ont évité de se laisser entraîner dans une guérilla urbaine, souhaitée par des combattants avides d'en découdre et soucieux de causer le plus de pertes possibles dans l'armée pour provoquer une réaction de l'opinion et contraindre Moscou de revenir à la table des négociations. Mais, les élections législatives passées et les principales villes rasées, les responsables militaires se retrouvent aujourd'hui à l'heure de tous les dangers. Car ils ne pourront repousser très longtemps le moment d'occuper les villes, même réduites à l'état de ruines, où leurs troupes seront exposées à un harcèlement permanent de petits groupes de combattants. La clé du succès réside en leur capacité à repousser les combattants à plein temps (boeviki) dans les montagnes pour les isoler et les détruire, rapidement et en limitant les pertes dans l'armée. Si les boeviki parviennent à survivre à l'hiver, ils trouveront au printemps, pendant la campagne présidentielle, un soutien accru auprès d'une population aujourd'hui sidérée par la brutalité des bombardements et entre-temps radicalisée par la barbarie de la répression. A moins que les généraux parviennent à contrôler leurs troupes et à leur imposer une certaine retenue dans le quadrillage des villes occupées.

A l'heure où la guerre de destruction, à distance, laisse place aux « opérations de nettoyage », la question clé renvoie à la capacité des généraux à occuper les villes en limitant les dérapages. Compte tenu des déficiences de la chaîne de commandement et des aléas de la discipline, le risque est grand que les forces fédérales se laissent à nouveau entraîner dans une débauche de pillages et de massacres. Lors de la dernière guerre, les villes « libérées » furent le théâtre d'exactions à grande échelle : des milliers d'hommes disparurent dans des « camps de filtration » d'où ne s'échappèrent jamais que des rumeurs de terreur et d'arbitraire. Et reparaissent déjà des informations persistantes d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires, dans une atmosphère de pogrome où les limites sont moins

claires que jamais. Si ces pratiques meurtrières se multipliaient, les Tchétchènes n'auraient d'autre choix que de prendre les armes et les forces fédérales se trouveraient à nouveau enfermées dans un cycle meurtrier de vengeance et de représailles aveugles. C'est ainsi que, lors du dernier conflit, l'armée russe s'est enfoncée chaque jour davantage dans une spirale de violence et d'arbitraire où elle a fini par s'embourber.

L'impossible pacification

Les problèmes soulevés par l'occupation des villes préfigurent les difficultés à venir. Car, au delà de la reconquête par le vide, la stratégie de l'armée russe ne semble pas susceptible de permettre une normalisation de la situation. Là encore, l'expérience de la dernière guerre souligne les lacunes de l'approche russe : il y a trois ans comme au siècle dernier, les militaires russes se sont montrés incapables d'articuler une politique coloniale. Faute d'une réelle compréhension de la société tchétchène, l'accompagnement politique des opérations militaires a toujours laissé à désirer. De même que les responsables russes ont toujours décrit les Tchétchènes comme des êtres primitifs, fourbes et criminels, de même, ils ont toujours perçu la société tchétchène comme une société traditionnelle, figée et segmentée. Ces préjugés, profondément ancrés, et jamais ébranlés par la combativité de la résistance, expliquent sans doute en partie leur incapacité à comprendre la détermination, la stratégie et les idéaux de leurs adversaires et, partant, leurs erreurs persistantes et sans cesse renouvelées dans la conduite de la guerre et la définition d'une politique coloniale.

Pour les responsables russes, le système clanique semble être la clé de la compréhension de la société tchétchène. Cette approche, caractéristique de l'ethnographie coloniale, les a toujours conduit à exagérer le caractère immuable et rigide d'une société pourtant profondément transformée par certains traumatismes politiques - au premier rang desquels la déportation. Elle les a également amené à sous-estimer les dynamiques politiques et, notamment, la force du mouvement national - un phénomène à la fois trop « moderne » pour s'intégrer dans le schéma « tribal » et trop inconfortable idéologiquement, sauf à admettre le caractère impérial de la logique de Moscou. Cette surestimation des clivages claniques explique l'échec des politiques de division visant à « afghaniser » la guerre en fomentant une « guerre de clans ». Les clivages sont certes bien réels dans la société tchétchène, comme en témoigne la hantise, chez ses dirigeants, d'une possible guerre civile, mais ils sont plus politiques que claniques et les interférences maladroitement et brutalement de Moscou ont le plus souvent eu pour effet de ressouder l'unité des Tchétchènes.

Si les responsables russes n'ont jamais réussi à saper l'influence et la cohésion des indépendantistes, ils n'ont également jamais pu convaincre la population d'accepter l'autorité de Moscou. Lors de la dernière guerre, tous les observateurs ont pu noter le caractère erratique et souvent aberrant des stratégies dites de « pacification » : certains villages réputés « pro-russes » ou ayant signé des accords de paix ont été bombardés, attaqués ou pillés. La

collaboration avec les forces fédérales n'a jamais été une garantie de sécurité. Aujourd'hui encore, les témoignages recueillis par les journalistes occidentaux dans la « zone de sécurité », officiellement pacifiée, au nord du Terek, témoignent de la brutalité des forces fédérales et du climat de méfiance et d'hostilité qui règne dans cette « vitrine » de la reconquête russe. A l'agressivité traditionnelle des soldats, prisonniers de leur propre propagande, à l'égard de la population tchétchène s'ajoutent les aléas de la discipline qui amènent certaines unités à s'auto-organiser - ou à divaguer - avec des conséquences sanglantes pour les civils : la peur et la vodka aidant, certains soldats s'adonnent au pillage et au racket ou tirent littéralement sur tout ce qui bouge. Les mêmes erreurs se répètent d'âge en âge et les options politiques de Moscou s'évanouissent à nouveau au fil des promesses non tenues de versement des salaires ou des pensions et des bavures récurrentes des forces fédérales. Aujourd'hui comme au siècle dernier, les troupes russes ne contrôlent en Tchétchénie que l'endroit où elles sont au moment où elles y sont et semblent compenser leur sentiment d'impuissance par un déferlement de violence. En l'absence de politique cohérente, les Russes sont condamnés à reconquérir sans cesse un peuple qui, malgré la lassitude de la guerre, est sans cesse radicalisé par la brutalité de l'occupation.

Les perspectives de normalisation sont d'autant plus limitées que Moscou n'a pas de solution politique à proposer qui puisse convaincre les Tchétchènes de partager les destinées des Russes. Lors de la dernière guerre, l'administration tchétchène pro-russe n'a jamais pu acquérir la moindre légitimité et la remise en selle de l'une de ses figures, Beslan Gantemirov, présenté aujourd'hui comme « la seule autorité légitime en territoire tchétchène », montre bien les limites des options politiques de Moscou. Cet ancien maire de Grozny qui, lors de la dernière guerre, était notamment en charge de programmes de reconstruction, a été condamné pour détournement de fonds avant d'être hâtivement tiré de sa prison en novembre 1999 pour être coopté par Boris Eltsine comme « représentant du peuple tchétchène ». A moins de perdre toute crédibilité, aucun leader tchétchène ne peut transiger sur l'indépendance de la République. Le Kremlin risque d'avoir du mal à trouver un successeur à Aslan Maskhadov dont il a nié la légitimité au premier jour de l'intervention armée. Nul doute qu'il lui sera plus facile de se déjuger sur ce point que de donner un minimum de crédibilité au pouvoir fantoche qu'il cherche à mettre en place.

Trouver une issue politique

Il est clair que la guerre ne permettra d'atteindre aucun des objectifs énoncés par Moscou au début des hostilités. Loin de ramener la Tchétchénie dans le sein de la Fédération de Russie, cette nouvelle guerre ne fait qu'exacerber la méfiance et l'hostilité qui se sont accumulées durant deux siècles de confrontation. De même, loin d'affaiblir les jusqu'au-boutistes, elle ne peut que radicaliser les esprits et renforcer les partisans d'une lutte à outrance contre la Russie. Dès lors, sauf à jouer la politique du pire, il n'est d'autre solution que la négociation. Tôt ou tard, après cinquante ou cent mille victimes, la Russie devra, « en toute logique », revenir à la table des

négociations. Le problème est que la guerre renvoie à bien d'autres enjeux que les objectifs affichés à propos de la Tchétchénie et que les processus de décision, au Kremlin, suivent des itinéraires tortueux qui brouillent au passage toute notion de rationalité. Raison de plus pour que les pays démocratiques s'efforcent de convaincre Moscou qu'il est dans son intérêt de trouver une solution politique au conflit.

Cependant, les occidentaux ont de nouveau accepté les arguments du Kremlin et répètent à l'unisson, comme une leçon bien apprise, qu'il s'agit d'une affaire intérieure à la Russie. La complaisance, cependant, a aujourd'hui des limites et l'on peut déceler une certaine fermeté dans les appels à la retenue. Il est vrai qu'entre-temps, les dirigeants occidentaux ont fini par prendre la mesure des ambiguïtés de la « transition démocratique » en Russie et de l'absurdité d'un soutien inconditionnel à Boris Elstine. Cette nouvelle guerre en Tchétchénie a achevé de déciller les gouvernants les plus soucieux de « ne pas humilier la Russie » et de ménager leur « ami » Boris Elstine. Face aux dérives inquiétantes de la « Nouvelle Russie » et aux risques de déstabilisation qu'elle fait peser sur le Caucase, les pays démocratiques semblent enfin disposés à rappeler à la Russie les valeurs dont ils se réclament.

Mais les occidentaux seraient bien inspirés de traduire cette nouvelle fermeté par des pressions réalistes et crédibles visant à encourager les dirigeants russes à cesser le feu pour chercher une solution politique au conflit. A cet égard, les mesures les plus susceptibles d'avoir un impact pourraient être des pressions concrètes et ciblées sur les intérêts en occident de dirigeants russes qui, précisément, ont choisi la guerre pour préserver leurs intérêts. De telles mesures seraient, en tous cas, plus efficaces que de simples remontrances moralisantes et déclamatoires, à l'heure où les dirigeants russes sont passés maîtres dans l'art de flatter l'ego national en encourageant un nationalisme grand-russe et anti-occidental.

Même si Moscou réalisait qu'il est de son intérêt de chercher une issue politique au conflit, il aurait du mal à trouver une porte de sortie. En août 1996 déjà, la Russie, embourbée dans l'ornière de la guerre, sembla ne pas pouvoir mettre fin au bain de sang avant que, sur fond de cacophonie et de luttes de pouvoir au Kremlin, Alexandre Lebed parvienne in extremis à engager le pays sur la voie d'un règlement négocié. Aujourd'hui encore, la sortie de crise dépendra des enjeux électoraux, des scandales financiers, des rapports de force au sein des cercles du pouvoir et de bien d'autres facteurs qui n'ont que de lointains rapports avec la Tchétchénie ou le Caucase.

A supposer que la Russie décide de s'engager sur la voie d'une solution négociée, les négociations auraient du mal à s'engager. Car avec qui négocier ? Du côté tchétchène, Aslan Maskhadov, même s'il ne contrôle pas toute la situation, reste un interlocuteur légitime. Du côté russe, en revanche, il y a peu d'interlocuteurs fiables : comment les Tchétchènes, pourraient-ils faire confiance à un pouvoir qui, tous les trois ans, bombarde aveuglement ce qu'il considère être sa propre population avec des armes de

destruction massive ? Boris Elstine est déjà responsable de deux conflits sanglants et son engagement d'« abandonner pour toujours l'usage de la force », lors de la signature de l'accord de Paix, en mai 1997, ne l'a pas empêché d'engager la Russie dans un nouveau conflit. Même si Poutine, dont l'image et la popularité sont étroitement associées à la guerre, était remplacé par un nouveau premier ministre, le pouvoir actuel ne présente aucune garantie pour l'établissement d'un nouveau type de relations entre Moscou et la Tchétchénie.

C'est pourquoi, les pays occidentaux ont un rôle essentiel à jouer pour aider la Russie à sortir de l'ornière. Quand bien même il s'agirait d'une affaire intérieure russe, les pays démocratiques ne pourraient rester passifs face au conflit. D'abord parce que les moyens employés sont tout simplement inacceptables, en violation des « exigences de la conscience publique » et des obligations de la Russie comme membre de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et des Nations unies. Ensuite parce que la guerre engagée en Tchétchénie risque de déstabiliser tout le Caucase, sans même parler de ses effets désastreux sur la société et le système politique russe.

¹ Dénomination officielle de la République indépendantiste, en référence à l'Ichkérie, région montagneuse du sud de la Tchétchénie qui, depuis le XVIIIe siècle, est le sanctuaire de la résistance à l'expansionisme russe.

² Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier Quelquejay, *Le soufi et le commissaire*, Seuil, 1986.

³ Georges Charachidzé, « Les Tchétchènes, un peuple en sursis », *Le genre humain*, printemps-été 1995. Du même auteur, voir aussi le remarquable article sur les implications de la politique stalinienne des nationalités dans le Caucase, « L'Empire et Babel », *Le genre humain*, automne 1989.

⁴ Sur les conséquences humanitaires de la guerre, en 1994-96, voir notamment : Memorial Human Rights Center, *By all available means*, Moscou, 1996 et François Jean, « The problems of medical relief in the chechen war zone », *Central Asian Survey*, 15(2), 1996.

⁵ Sur les principaux chapitres de la résistance tchétchène à l'expansionisme russe depuis deux siècles, voir notamment : Alexandre Bennigsen, « Un mouvement populaire au Caucase au XVIIIe siècle », *Cahiers du monde russe et soviétique*, V/2, 1964 ; Moshe Gammer, *Muslim Resistance to the Tsar, Shamil and the Conquest of Chechnya and Daghestan*, Frank Cass, 1994 et Marie Bennigsen Broxup, « The Last Ghazawat : The 1920-21 Uprising », in M. Bennigsen Broxup (ed.), *The North Caucasus Barrier*, Hurst & Co., 1992. Sur la dernière guerre, voir : François Jean, « La nouvelle guerre du Caucase », *Central Asian Survey*, 16(3), 1997 ; Carlotta Gall et Thomas de Waal, *Chechnya : a Small Victorious War*, Pan, 1997 et, surtout, Anatol Lieven, *Chechnya, Tombstone of Russian Power*, Yale University Press, 1998.